

4 Politique

**Clôture de la première session ordinaire du CES
Adoption d'une batterie de recommandations**

SM
Libreville/Gabon

HIER, le premier vice-président du Conseil économique et social (CES), Raphaël Sadibi Bouka a mis un terme aux travaux de la première session ordinaire de cette institution, ouverte le 16 février dernier. Quinze jours durant, conformément aux dispositions légales, les conseillers du CES étaient réunis pour réfléchir sur trois thématiques: "la croissance économique et du pouvoir d'achat", "la problématique de la prise en charge des malades mentaux au Gabon", "la sécurité routière et accidentologie".



Photo : SM

Le vice-président du CES, Raphaël Sadibi Bouka.



Photo : SM

Plusieurs personnalités ont pris part à la clôture des travaux.

S'agissant de la croissance économique et du pouvoir d'achat, en dépit des efforts consentis jusqu'ici par le gouvernement à travers le relèvement du niveau minimum mensuel, la mise en place du nouveau système de rémunérations des agents publics, la régulation de nombreuses situations administratives des fonctionnaires et l'adoption du Pacte social, il ressort que «ceux-ci n'ont pas eu l'effet escompté sur le pouvoir d'achat et la qualité de la vie des populations». D'où, certaines recommandations à l'endroit du gou-

vernement. Notamment, d'indexer le pouvoir d'achat au coût de la vie par l'application effective des dispositions des conventions collectives et du statut général de la fonction publique, de soutenir la diversification de l'économie gabonaise par la transformation des matières premières et les produits agricoles de base, d'élaborer un extrait de l'indice des prix à la consommation qui tiendrait uniquement compte des grandes masses de produits de consommation

et enfin, de soutenir le projet "Graine" dans l'ensemble du territoire afin de permettre une abondance des produits alimentaires dans nos marchés et d'améliorer le pouvoir d'achat des Gabonais grâce à la baisse des prix. Les échanges sur la deuxième thématique ont, d'après le premier vice-président du CES, livré le constat selon lequel la santé mentale revêt un caractère urgent au regard de la présence du nombre croissant des malades mentaux dans les rues de la

capitale et autres villes de l'intérieur du pays. Fort de cela, l'ensemble du conseil invite le gouvernement à «mettre en place des stratégies qui garantissent des prestations de qualité et qui permettent à la frange de la population concernée par cette pathologie de bénéficier d'une meilleure prise en charge sur toute l'étendue du territoire». Pour ce faire, plusieurs avis ont également été émis par les conseillers. Parmi lesquels, faire aboutir le projet de loi portant prise en charge et protection des malades

mentaux, ainsi que la réhabilitation des bâtiments inachevés du Centre national de santé mentale de Libreville, la construction des centres psychiatriques dans chaque chef-lieu de province, l'encouragement de la filière de formation en santé mentale à l'Institut national de formation d'action sanitaire et sociale (INFASS) et la valorisation des métiers liés à la santé mentale afin de les rendre plus attractifs. Pour ce qui est de la sécurité routière et des accidents de la circulation, les

membres du Conseil économique et social ont recommandé, entre autres, l'application dans toute sa rigueur de la réglementation en matière de circulation et de sécurité routière, notamment les tests d'alcoolémie et d'installation des radars, la reprise des activités de la commission de retrait et de suspension du permis de conduire, etc. Les recommandations ainsi formulées seront, dans les tout prochains jours, soumises à l'appréciation des plus hautes institutions.

**Assemblée parlementaire de la francophonie/8e conférence de la région Afrique
Pour l'affermissement des valeurs de l'APF**

Juste KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES travaux de la 8e conférence des présidents d'Assemblées et de sections de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) se sont ouverts, jeudi dernier, pour s'achever le lendemain, sous la direction du président en exercice de l'APF, par ailleurs président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), Aubin Minaku Ndjalandjoko. Ce dernier avait à ses côtés son homologue du Gabon, Guy Nzouba Ndama, président d'honneur de l'APF. Ces assises, les deuxièmes du genre qu'abrite notre pays après celles d'avril 2009, se sont tenues dans le droit fil de la récente réunion de l'APF au Cambodge. A l'ouverture des travaux, M. Minaku Ndjalandjoko a indi-

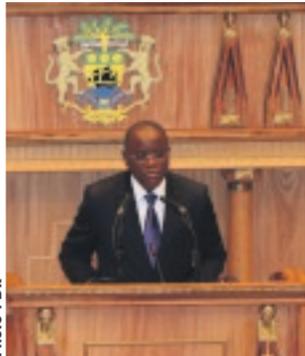


Photo : DR

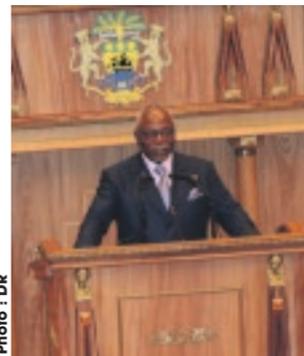


Photo : DR



Photo : DR

Le président en exercice de l'APF, Aubin Minaku Ndjalandjoko, à l'ouverture des travaux. Photo du milieu : Le président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama, lors de son intervention. Photo de droite : Vue de quelques parlementaires gabonais présents à la cérémonie d'ouverture.

qué que le second rendez-vous de Libreville devrait permettre aux délégués venus de plusieurs pays du continent (Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Équatoriale, Guinée, Maroc, Mali, Madagascar, Niger, RDC, Tchad, Togo, Seychelles, etc.) d'affermir davantage les valeurs communes de leur organisation en vue de mieux faire

face aux défis auxquels sont désormais confrontés les États du continent. Un affermissement qui, à l'entendre, suppose, entre autres, l'ancrage et la stabilité de nos institutions. Outre la consolidation de l'État de droit, la promotion des droits de l'Homme, de l'égalité homme-femme, etc., l'Afrique est désormais en proie à un défi d'un nouveau

genre : le terrorisme. Un mal qui, selon le président en exercice de l'APF, nécessite une réponse globale, vu qu'il met à mal nos "valeurs traditionnelles africaines de fraternité, de solidarité, d'amitié". Dans les faits, deux thèmes principaux ont été au menu des travaux de Libreville : défis et espoirs de la Cop 21 pour l'Afrique, médias so-

ciaux et le développement de l'Afrique francophone. Le premier, a souligné Guy Nzouba Ndama, lors de la cérémonie d'ouverture, devrait permettre de faire le point sur la participation du continent à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Un sommet international organisé dans la capitale française du 30 novembre au 12

décembre dernier et qui a notamment débouché sur l'engagement de l'ensemble des États de la planète à lutter contre le réchauffement climatique de 1,5 à 2 degrés Celsius d'ici 2100. On se souvient qu'à cette occasion, la quarantaine de chefs d'État et de gouvernement africains avaient soulevé l'épineuse question du financement des adaptations liées aux changements climatiques et ils avaient obtenu satisfaction. D'autant que les pays riches s'étaient engagés à augmenter leur aide financière afin d'atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars de financement d'ici 2020. Le second thème quant à lui, a-t-il précisé, devrait permettre de "poser les jalons sur le rôle des médias sociaux en Afrique francophone". Des nouveaux moyens de communication, qui ont connu un boom spectaculaire avec l'essor d'internet et du téléphone portable.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 03/03/2016

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

FIXING				VENTE BILLETS (sans frais)	
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0901	1USD =	601,740	1 USD	638,326
CAD	1,4644	1CAD =	447,936	1 CAD	471,674
JPY	124,2300	1JPY =	5,280	100 JPY	549,075
GBP	0,7744	1GBP =	847,107	1 GBP	882,820
CHF	1,0840	1CHF =	605,126	100 CHF	63358,02
ZAR	17,1245	1ZAR =	38,305	100 ZAR	3983,27
MAD	10,7785	1MAD =	60,858	1MAD	63,28
CNY	7,1298	1CNY =	92,002	1CNY	94,76

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	03/03/2016	4405,84
DOW JONES	03/03/2016	16899,32
BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
03 Mars 2016: 36,65		